

Nouveaux Cahiers du socialisme

Au-delà de la social-démocratie

Emanuel Guay and Alessandro Drago

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Number 21, Winter 2019

Penser la Grande Transition : utopies et stratégies

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/90572ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Guay, E. & Drago, A. (2019). Au-delà de la social-démocratie. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (21), 37–43.

Au-delà de la social-démocratie

Emanuel Guay et Alessandro Drago¹

Respectivement doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université McGill

Dans un article paru en 2017, l'historien Robert Brenner souligne que la gauche semble paralysée par une double impasse. D'une part, on observe des mouvements sociaux qui, en aspirant à une autonomie complète par rapport aux institutions établies, se condamnent trop souvent à l'isolement politique. D'autre part, nous avons des partis politiques progressistes qui, à défaut d'être soutenus par des actions directes de masse, peinent à appliquer leur programme de réformes, aussi modeste soit-il². Ce qui se profile derrière l'analyse de Brenner est la question des organisations et mouvements les plus aptes à transformer les institutions, avec les conditions politiques et économiques qui permettent à ces mêmes organisations et mouvements de gagner plus ou moins aisément en force.

Entre reproduction sociale et interruption

Le pouvoir social d'une organisation est lié – parmi d'autres éléments – à deux facteurs, soit sa participation à la reproduction de la vie sociale et sa capacité de l'interrompre ou de la perturber pour défendre ses intérêts. Cette fonction de reproduction et cette capacité d'interruption constituent les pôles principaux permettant à une organisation d'agir politiquement de manière efficace. Par exemple, le pouvoir des classes capitalistes dans une société repose à la fois sur leur importance dans la reproduction de la vie sociale – liée entre autres à la concentration des richesses et de la capacité d'investissement dans les mains d'une minorité – et sur leur capacité à perturber le cours normal des événements en retenant leurs

1 Merci à Charles Guay-Boutet et à Audrey Laurin-Lamothe pour leurs commentaires généreux sur des versions antérieures de cet article, son contenu final n'engageant toutefois que les auteurs.

2 Robert Brenner, «Introducing Catalyst», *Catalyst*, vol. 1, n° 1, 2017, p.20-25.

investissements, en délocalisant leurs opérations, en refusant de financer le déficit d'un État, etc. À une autre échelle, on peut penser aux associations étudiantes québécoises, dont l'activité inclut des services offerts à leurs membres (événements festifs, conférences, représentation aux instances universitaires, etc.) ainsi qu'une capacité de faire grève pour défendre les intérêts des étudiantes et des étudiants, ce qui leur a permis de jouer un rôle politique considérable au Québec.

Formes de reproduction sociale et d'interruption d'une organisation

Reproduction sociale	Interruption
Implication dans la société civile, offre d'emplois et de services (éducation populaire, santé et services sociaux, réseautage, défense de droits), formation d'associations qui développent la capacité d'autonomie et d'autogestion tout en permettant aux gens d'apprendre à se connaître, à découvrir leurs intérêts communs, etc.	Grève, occupation, blocage, boycottage, manifestation, <i>sit-in</i> , désobéissance civile, fuite de capitaux, lock-out, « voter avec ses pieds », terrorisme, guérilla ou guerre de basse intensité, émeute, saccage, etc.

L'idée d'une dynamique entre la reproduction et l'interruption vise à mettre en lumière l'interdépendance des deux éléments: une organisation qui offre des services et qui participe à la vie sociale sans disposer d'une capacité d'interruption peinera à intervenir politiquement, tandis qu'une organisation ou un groupe qui dispose d'une capacité d'interruption, mais qui ne participe d'aucune manière à la reproduction de la vie en société se prive d'une capacité à développer une base d'appui large. En se concentrant sur une organisation très marquée à droite, les travaux de l'historienne Nancy MacLean ont par exemple montré que la deuxième vague du Ku Klux Klan (1915-1944) a connu un succès plus important que les deux autres – de deux à quatre millions d'Américains étaient des membres encartés de l'organisation en 1924 – grâce à sa capacité à concilier une implication active dans la société civile (création de clubs de loisir et d'espaces de réseautage, financement d'hôpitaux destinés aux enfants blancs et protestants, etc.) avec l'usage de la terreur comme outil de contrôle social (attentats, lynchages, etc.), tandis que les première et troisième vagues se sont limitées au développement d'une capacité d'interruption, ne constituant alors que des cellules d'action terroriste ciblant la communauté afro-américaine et les mouvements progressistes³.

3 Nancy MacLean, *Behind the Mask of Chivalry. The Making of the Second Ku Klux Klan*, New York, Oxford University Press, 1995.

Notre cadre d'analyse se situe ainsi à la croisée d'une théorie critique des conflits sociaux et d'une conception de l'économie politique inspirée des analyses féministes⁴, en soutenant d'une part que la reproduction de la vie sociale dépend, entre autres, du travail mené par des organisations et des groupes formalisés, agissant dans des sphères d'activité reliées aux marchés, à l'État, au tiers secteur (associations, mutuelles, coopératives) ou à l'espace domestique, et d'autre part que la politique est d'abord une question de rapports de force entre acteurs et groupes aux intérêts divergents, qui emploient des stratégies distinctes et déterminées par leur accès différencié aux ressources sociales, économiques et institutionnelles. Suivant la terminologie de Gramsci, la participation à la reproduction sociale et le développement d'une capacité d'interruption constituent deux dimensions essentielles de la mobilisation hégémonique, qui vise à renforcer ou à contester une certaine distribution du pouvoir dans une société donnée.

Montée et déclin du modèle social-démocrate

C'est en mobilisant ce cadre d'analyse que nous souhaitons aborder la forme institutionnelle dominante qu'a prise la gauche dans la période d'après-guerre en Amérique du Nord et en Europe, soit la social-démocratie. À la suite de l'écrasement du socialisme révolutionnaire en Europe de l'Ouest – notamment en Allemagne, en Italie et en Espagne – par les forces fascistes au courant des années 1920 et 1930, et devant la nécessité d'une pacification des conflits de classe dans les économies capitalistes avancées, l'idée d'un compromis à somme positive entre capital et travail a rapidement gagné en popularité dans la période post-1945. Le paradigme économique keynésien qui a dominé à plusieurs égards la scène politique des démocraties libérales durant les « Trente Glorieuses » reposait précisément sur cette idée selon laquelle une collaboration entre capital et travail permettait d'augmenter la productivité et d'assurer une expansion de la demande agrégée, deux processus jugés bénéfiques pour les deux parties concernées – l'État intervenant alors avec des mesures contre-cycliques et la nationalisation de plusieurs monopoles naturels (transports nationaux, production énergétique, etc.) pour assurer une stabilité optimale à un système économique profondément instable. Ce compromis, qu'on peut interpréter comme une manière particulière d'organiser la reproduction sociale au niveau des relations de travail et de la macroéconomie, s'appuyait sur une mobilisation forte du mouvement ouvrier, avec des luttes syndicales sur une base régulière dans les décennies succédant à la Deuxième Guerre mondiale et une collaboration soutenue entre ces mêmes syndicats et les différents partis politiques actifs.

4 Diane Elson, « The economic, the political and the domestic : businesses, states and households in the organization of production », *New Political Economy*, vol. 3, n° 2, 1998, p.189-208.

Le modèle macroéconomique d'après-guerre a cependant été soumis au cours des quatre dernières décennies à un ensemble de pressions et de contraintes communes, liées notamment à l'intensification de la compétition internationale, la surcapacité de l'industrie manufacturière, la financiarisation croissante des économies et l'impact des réformes néolibérales à travers le monde. Ces différents facteurs externes ont pris forme dans un contexte de ralentissement durable de la croissance économique, qui a engendré son lot d'instabilité et d'incertitude tant au niveau des politiques publiques que des stratégies d'accumulation. Ce qui distingue toutefois cette période d'instabilité de celle que l'Amérique du Nord et l'Europe ont connue dans les années 1930 est qu'elle n'a pas mené à une montée en puissance des mouvements ouvriers, mais a plutôt marqué leur étiolement accéléré, avec une diminution continue du nombre d'actions de perturbation sur les lieux de travail à l'aube des années 1980⁵.

Si la combinaison des facteurs évoqués ci-haut et des attaques menées par le patronat et la droite a contribué au recul des capacités d'interruption et d'intervention macroéconomique de la gauche dans l'ensemble des économies capitalistes avancées, il nous semble important de souligner qu'une tension politique interne au modèle social-démocrate (que Robert Brenner a nommé le *paradoxe de la social-démocratie*) doit également être prise en compte⁶. Ce paradoxe prend selon Brenner la forme suivante : d'une part, les organisations sociales-démocrates – à la fois partisans, civiles et syndicales – ne parviennent véritablement à se développer et à gagner en puissance qu'à partir des luttes et des actions directes de masse menées par les mouvements de gauche. Mais, d'autre part, dès qu'elles s'établissent plus fermement dans le champ politique officiel, ces mêmes organisations recherchent l'acquiescement implicite du capital, ce qui implique entre autres de décourager et parfois même de réprimer les initiatives extra-parlementaires de la gauche.

Le cœur du paradoxe de la social-démocratie se situe donc dans la neutralisation par les dirigeants sociaux-démocrates des conditions mêmes de leur existence, en l'occurrence les actions directes de masse, tant sur les lieux de travail que dans les quartiers. Si les tensions qui accompagnent ce paradoxe sont moins vives dans les phases d'expansion économique, puisque les employeurs préfèrent alors céder quelques concessions plutôt que de ralentir la production et l'obtention potentielle de profits, les périodes de stagnation sont marquées par d'importantes offensives patronales visant à faire pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail, ce qui oblige les organisations sociales-démocrates à choisir entre la stabilisation des profits et l'appui aux activités d'interruption défensives menées par

5 Beverly J. Silver, *Forces of Labor. Workers' Movements and Globalization since 1870*, New York, Cambridge University Press, 2003.

6 Robert Brenner, « The paradox of social democracy. The american case » dans Mike Davis, Fred Pfeil et Michael Sprinker, *The Year Left. An American Socialist Yearbook*, vol. 1, New York, Verso, 1985, p. 36-39.

la base militante. Les organisations sociales-démocrates ne peuvent en fait éviter ce dilemme qu'en comptant sur le maintien indéfini des forts taux de croissance qui ont caractérisé l'expansion d'après-guerre, mais le ralentissement drastique de la croissance économique et le passage des stagnations cycliques à la stagnation séculaire sapent durablement cette possibilité, menant ainsi à une aggravation des tensions politiques entre la reproduction sociale keynésienne et les mobilisations extra-parlementaires.

En définitive, la double impasse évoquée par Brenner semble bien être due à la division de plus en plus marquée, au sein des forces de gauche, entre d'un côté des formations partisans qui promeuvent un nouveau contrat social sans disposer des assises politiques et institutionnelles qui leur permettraient de mettre en œuvre leur programme, et de l'autre côté une augmentation du nombre d'événements protestataires qui peinent à avoir un impact durable ou à transformer les rapports de pouvoir en leur faveur. Les débats sur la relance de la gauche doivent sans doute prendre en compte cette division croissante et réfléchir activement aux manières d'y remédier.

De cette analyse émergent plusieurs questions: sur quelles bases une interaction plus féconde entre la reproduction sociale et l'interruption pourrait-elle se développer dans les organisations progressistes contemporaines? Quels objectifs la gauche devrait-elle se fixer, au-delà de la défense des acquis associés au modèle social-démocrate?

Pour aller plus loin

Sans apporter des solutions définitives, nous proposons ici quelques pistes de réflexion sur les voies possibles de développement de la gauche.

- Une priorité, aujourd'hui comme hier, est d'encourager la multiplication des luttes sur les lieux de travail et dans les quartiers, puisque ces luttes permettent aux individus de lier leurs problèmes personnels à des dynamiques sociales plus larges et d'aspirer à des solutions collectives, tout en encourageant le développement de solidarités durables entre les individus engagés dans la défense de leurs droits et l'obtention de meilleures conditions de travail et de vie. Le développement d'organisations et de programmes politiques sur la base de ces luttes-et dans un dialogue soutenu avec ces mêmes luttes-constitue une autre dimension centrale du travail de la gauche dans les années à venir⁷.
- Identifier les secteurs et les lieux dans lesquels la capacité d'interruption de la gauche est la plus forte à l'heure actuelle mérite également une attention particulière. Sur le terrain des relations de travail, les secteurs de la santé (infirmières et infirmiers,

7 Jane McAlevey, *No shortcuts. Organizing for Power in the New Gilded Age*, New York, Oxford University Press, 2016.

préposé-e-s aux bénéficiaires, ambulanciers et ambulancières, etc.) et de la logistique (transport, entrepôts, etc.) ont été ciblés comme des secteurs qui peuvent perturber significativement le cours habituel des choses, tout en attirant la sympathie du public avec une campagne de mobilisation efficace⁸.

- Si les avancées syndicales dans les entreprises conventionnelles demeurent importantes, le développement d'entreprises fonctionnant sur une base coopérative est un front essentiel à investir, puisque ces dernières ont le potentiel d'offrir une expérience de travail démocratique et pourraient même en venir à soutenir syndicats, partis et mouvements sociaux dans leurs luttes respectives, en servant de base d'accumulation économique alternative qui réduirait la menace que les lock-out, les délocalisations et autres moyens d'interruption à la disposition des capitalistes font peser sur les différentes initiatives de gauche⁹.
- La réflexion sur l'avenir de la gauche ne peut pas se concentrer exclusivement sur les enjeux de redistribution matérielle, mais doit aussi prendre en compte les luttes contre la subordination culturelle, en défendant notamment le droit à la différence. Parvenir à des convergences théoriques et pratiques afin de contrer ces deux formes d'injustice-inégalités socioéconomiques et absence de reconnaissance ou de respect—est un objectif primordial pour la gauche¹⁰.
- Les notions de diversité et de vivre-ensemble ne peuvent être réduites à des catégories mobilisées par les gouvernements suivant les cycles électoraux, mais doivent plutôt s'incarner dans des collaborations concrètes permises par les luttes sur les lieux de travail et de résidence, ainsi que les différentes activités qui contribuent à la reproduction du tissu associatif et communautaire dans un milieu donné. C'est la somme des interactions entre membres de diverses origines et communautés, notamment dans des contextes de mobilisation politique, qui permet le développement d'un *multiculturalisme par le bas*, entendu comme une forme de solidarité élargie qui combine, au niveau des discours et des pratiques, la lutte contre les inégalités de genre, de race et de classe¹¹.
- Les stratégies de la gauche restent majoritairement conditionnées par l'idée d'une croissance économique continue, ce qui apparaît comme une position de moins en moins tenable face aux crises climatique et environnementale en cours. Une réflexion large sur les institutions et les pratiques permettant d'harmoniser la

8 Kim Moody et Charles Post, «The politics of US labour. Paralysis and possibilities», *Socialist Register*, vol. 51, 2014, p.309-311.

9 Richard D. Wolff, *Democracy at Work. A Cure for Capitalism*, Chicago, Haymarket Books, 2012.

10 Nancy Fraser, «From redistribution to recognition? Dilemmas of justice in a "post-socialist" age», *New Left Review*, vol. 1, n° 212, 1995.

11 Himani Bannerji, *The Dark Side of the Nation. Essays on Multiculturalism, Nationalism and Gender*, Toronto, Canadian Scholar's Press, 2000.

reproduction sociale et la décroissance prospère mérite d'être débattue par les mouvements et organisations progressistes. L'occupation des terrains et le blocage des projets d'exploitation et de transport des hydrocarbures resteront sans doute une forme d'interruption importante pour les mobilisations écologistes à venir, les luttes des peuples autochtones ayant beaucoup à nous apprendre sur ces questions¹².

La liste ci-haut n'est pas exhaustive, et ne pourra être développée et approfondie que par un échange constant entre les mobilisations politiques et l'élaboration théorique. Notre article se proposait d'étudier l'évolution récente de la gauche à partir des concepts de reproduction sociale et d'interruption, en espérant que ce premier travail d'analyse sera complété par des propositions, des contre-propositions et des débats stimulants dans les temps à venir.

12 Marie-Josée Béliveau, « Autochtones et environnementalistes: unis contre les sables bitumineux », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 18, 2017.